

CHAPITRE 3

LES SANCTIONS ET LES DISPOSITIONS TRANSITOIRES

[LAU article 227, CM article 445, 450, 452 et 455]

3.1 Recours

En sus des recours par action privée par le présent règlement et de tous les recours prévus à la Loi sur l'Aménagement et l'urbanisme (L.R.Q. chapitre A-19.1) et ses amendements, le conseil peut exercer devant les tribunaux de juridiction civile, tous les recours de droits civils nécessaires pour faire respecter les dispositions du présent règlement.

RÈGLEMENT R-2009-116

3.2 Sanctions

En plus des recours prévus à l'article 3.1 du présent règlement, un contrevenant est passible, outre les frais, d'une amende selon les montants indiqués au tableau suivant :

TABLEAU 3.2 AMENDES

Contrevenant	Première infraction	Récidive
Personne physique (individu)	250 \$	500 \$
Personne morale (société)	500 \$	1000 \$

L'exécution du jugement contre le contrevenant ne le dispense pas de se procurer les permis requis suivant les dispositions du présent règlement.

Toute infraction continue au présent règlement constitue jour par jour une infraction séparée.

Les frais mentionnés au présent article ne comprennent pas les frais se rattachant à l'exécution du jugement.

Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent article et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits sont établis conformément au Code de procédure pénale du Québec (L.R.Q., c. C-25.1) .

RÈGLEMENT R-2009-116

3.3 Abrogation de règlement

Ce règlement remplace et abroge les règlements suivants :

Règlement relatif aux conditions d'émissions de permis numéro 350-93 et ses amendements (ancien territoire de Sainte-Luce);

Règlement relatif aux conditions d'émissions de permis numéro 92-188 et ses amendements (ancien territoire de Luceville).

RÈGLEMENT R-2009-116

3.4 Disposition transitoire

L'abrogation de règlements n'affecte pas les *droits acquis*, les infractions commises, les peines encourues et les procédures intentées; les *droits acquis* peuvent être exercés, les infractions peuvent être poursuivies, les peines imposées et les procédures continuées et ce malgré l'abrogation.

RÈGLEMENT R-2009-116

3.5 Entrée en vigueur

Ce règlement relatif aux conditions d'émission de permis de construction entre en vigueur selon les dispositions de la Loi.

RÈGLEMENT R-2009-116

Adopté à Sainte-Luce, ce vingtième jour d'avril 2010.

Gaston Gaudreault
Maire

Jean Robidoux
Directeur général et
secrétaire-trésorier